République Française — Département de l'Allier

Elections Législatives du 4 Mars 1973

2e CIRCONSCRIPTION DE L'ALLIER

HENRI VEDRINES

DEPUTE SORTANT

Candidat du Parti Communiste Français pour l'Union Populaire et la victoire du Programme Commun



Henri VEDRINES, né le 19 Novembre 1911 à NEUILLY (Hauts-de-Seine). Fils du célèbre aviateur Jules VEDRINES.

Dès son jeune âge, il refusa des sollicitations qui auraient pu le conduire aux honneurs et aux situations faciles pour se consacrer à la défense de ses camarades de travail et au grand idéal de justice, de paix, de libération humaine qu'est le communisme.

Ancien prisonnier de guerre, élu député de 1945 à 1958, puis à nouveau en 1968, il a accompli ses 18 années de mandat parlementaire avec le salaire d'ouvrier qualifié de la région parisienne, que donne à ses élus le Parti Communiste.

A cette haute garantie morale qu'apporte au milieu de tant de corruption sa qualité d'élu communiste, s'est ajoutée la compétence longuement acquise au cours de 40 ans de fidélité à la cause des travailleurs, à la cause de l'unité.

Ses connaissances des problèmes économiques, scolaires, sociaux, en font à l'heure actuelle, l'un des hommes politiques les plus compétents, l'une des personnalités les plus marquantes de la région montluçonnaise.

Il sera le 4 Mars, le porte-drapeau du Parti Communiste Français, de l'Union Populaire et du Programme Commun.

Henri GUICHON (suppléant), fils de mineur, est né le 10 Juin 1921 à NOYANT (Allier).

A sa sortie de l'école primaire en 1934, il travaille comme ouvrier agricole.

En 1936, il adhère aux jeunesses communistes. Il rejoint le Parti Communiste dès la fin de 1940 dans la clandestinité et participe à l'organisation de la résistance.

Le 8 Février 1942, il est arrêté et condamné à trois ans de prison par le tribunal militaire de Clermont-Ferrand pour son activité de résistant. Après la libération des camps par les maquisards le 6 Juin 1944, il reprend la lutte armée et participe à la libération du Sud-Ouest de la France.



En Avril 1955, alors qu'il travaille aux usines DUNLOP, il est élu Conseiller Général de Montluçon-Ouest et a été sans cesse réélu depuis lors.

La Fédération de l'Allier du Parti Communiste Français

Madame, Monsieur,

Je m'adresse à vous et je sollicite votre suffrage comme candidat présenté par le Parti Communiste Français, avec la conviction profonde qu'en votant communiste, vous choisirez le moyen le plus sûr de changer votre vie, de la rendre plus belle et plus heureuse, pour vous, vos enfants, votre famille.

L'enjeu de ces élections législatives est en effet sans commune mesure avec les consultations antérieures.

Il s'agit pour les Françaises et les Français de faire un choix fondamental. Ou bien laisser se poursuivre et s'aggraver la politique réactionnaire actuelle, ou bien ouvrir la voie à la rénovation sociale et démocratique du pays grâce à la mise en œuvre du Programme Commun de la Gauche.

Comment laisserions-nous perpétuer l'immense gâchis que chacun de nous peut constater ? D'un côté, une infime minorité de la population accapare pour elle-même et emploie à toutes sortes de spéculations une masse de capitaux qui pourraient être socialement utiles, tandis que, de l'autre, on ferme les usines, on détruit les récoltes, on jette au chômage des travailleurs et des jeunes diplômés, on laisse en friche l'intelligence et les talents de millions d'enfants.

Le choix que propose la gauche, pour la première fois dans notre histoire unie sur un programme de gouvernement est sans équivoque. Il s'agit d'arracher le pays à la mainmise des puissances d'argent ; de l'arracher à l'anarchie, aux gaspillages, au désordre, à l'inflation, à la hausse des prix qui en résulte. Il s'agit de sortir de la crise qui l'étreint en tous domaines.

—o—

Le Programme Commun de gouvernement que nous vous proposons répond à ce souhait puisqu'il prévoit la mise en œuvre de mesures sociales d'une ampleur et d'une portée sans précédent.

Ce qu'un gouvernement de la gauche unie réalisera tout de suite, c'est notamment : le relèvement général des salaires, le salaire minimum à 1 000 F, l'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée de travail, l'amélioration du sort des personnes âgées, l'allègement de la fiscalité pesant sur la population laborieuse, la mise en œuvre d'une politique de logement social, l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises, le remboursement à 80 % des frais médicaux.

La politique du Programme Commun libérera les petites et moyennes entreprises du commerce, de l'artisanat, de l'industrie, de la tutelle écrasante que font peser sur elles, les banques, les grandes industries, les grandes surfaces encouragées par le régime.

La politique du Programme Commun mettra fin à l'exode rural, assurera à l'exploitation familiale agricole des prix rémunérateurs et stables, développera une véritable politique d'équipement rural, une aide à la coopération sous toutes ses formes.

Elle assurera une protection sociale égale pour tous les citoyens.

L'application du programme se traduira aussi par une véritable promotion de la femme et par l'ouverture de perspectives enthousiasmantes pour la jeunesse. Par une réforme démocratique de l'enseignement, la plus audacieuse réalisée depuis un siècle.

En même temps, les droits des citoyens seront élargis et leur exercice assuré. La vie politique sera démocratisée.

Une politique extérieure nouvelle contribuera activement à la détente, au désarmement et à la paix.

Les moyens existent pour opérer ces changements. Le financement de toutes les mesures prévues est assuré. Une nouvelle politique économique, qui s'appuiera sur le secteur public étendu par les nouvelles nationalisations et sur la planification démocratique, permettra la croissance plus rapide des fruits du travail et leur meilleure répartition. Elle mettra fin à la dilapidation des ressources nationales et aux privilèges exorbitants des grosses sociétés, elle combattra réellement l'inflation et la spéculation.

La planification nationale et régionale, démocratiquement décidée, permettra la mise en œuvre d'une politique nouvelle d'aménagement du territoire. Grâce à une nouvelle répartition des implantations industrielles, la région montluçonnaise connaîtra un nouvel essor.

—o—

Dans la circonscription, la majorité gouvernementale avait précédemment annoncé un candidat U.D.R. et un candidat indépendant. Afin d'entretenir la confusion, dans l'espoir d'empêcher une partie de son électorat de rejoindre l'union de la gauche, elle a changé ses hommes et sa tactique.

M. André BODEAU devient candidat officiel U.R.P. - Le candidat U.D.R. est retiré, cependant que M. Maurice BRUN, élu de la majorité ainsi que son suppléant à la direction du Conseil Général, tente de se présenter comme un homme « neutre », au-dessus des partis, de se situer dans une position médiane.

Mais il n'y a pas de solution médiane. Le soi-disant apolitisme ou l'équivoque en cette matière ne sont que trompe-l'œil pour mieux dissimuler l'accord de fond des prétendus centristes ou réformateurs de toute nature avec le régime de l'argent, pour empêcher une puissante union populaire de se réaliser autour du Programme Commun de la Gauche, ce qui sert en fait les intérêts de la coalition gouvernementale.

—o—

Madame, Monsieur,

Dans votre intérêt, dans celui de votre famille, dans l'intérêt du pays, vous ferez le 4 Mars le choix clair et sans équivoque que vous propose le Parti Communiste Français. Vous voterez pour la victoire du Programme Commun.

Vous voterez communiste, parce que le Parti Communiste est l'adversaire le plus résolu du régime de l'argent et de la corruption.

Vous voterez communiste parce qu'il n'y a pas de politique de progrès social et national, sans un Parti Communiste fort et largement représenté au Parlement.

Vous voterez communiste, parce qu'avec la loi électorale injuste, il faut beaucoup plus de voix pour élire un député communiste qu'un autre député.

Vous voterez communiste, parce que vous avez vu depuis toujours le Parti Communiste lutter pour l'union des forces de gauche, pour un véritable changement démocratique et parce qu'un fort Parti Communiste est pour vous la meilleure garantie de la consolidation de l'union et de l'application sans faiblesse des engagements du Programme Commun.

Vu, le candidat.

Henri VEDRINES, Candidat du Parti Communiste Français

ATTENTION !..

Cette circulaire n'est pas un bulletin de vote.
Pour voter prenez un bulletin de vote qui porte les noms de Henri VEDRINES et de son suppléant H. GUICHON.
N'inscrivez rien sur ce bulletin.
Ne barrez aucun nom. Ne faites aucun signe. Autrement votre bulletin serait nul.

IMP. NOUVELLE, ST-POURCAIN